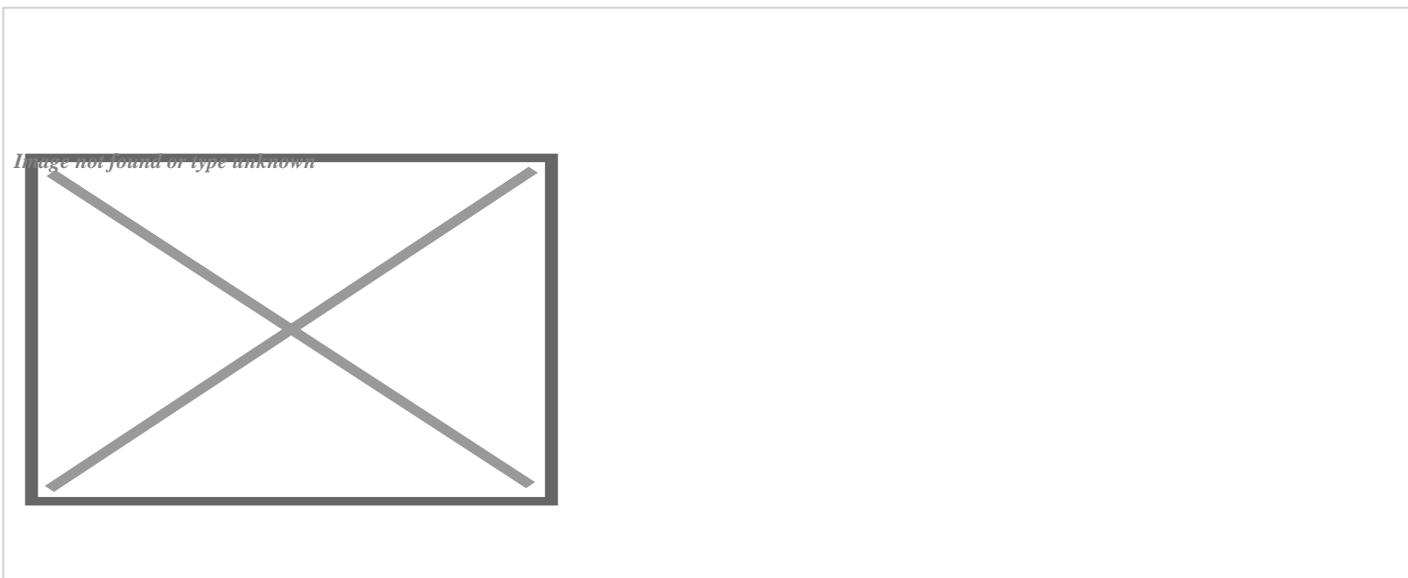


Équateur : Veronica Abad demande à l'Assemblée Nationale de surveiller les droits violés



La Havane, 1er mars, (RHC)- La vice-présidente de l'Équateur, Veronica Abad, a demandé vendredi à l'Assemblée nationale (Parlement) de surveiller les droits qui ont été violés par le gouvernement du président Daniel Noboa.

Ils ont agi sans preuves, a déclaré la vice-présidente en référence à la décision du juge Guillermo Ortega, du Tribunal du contentieux électoral (TCE), qui, la veille, a suspendu ses droits politiques pour deux ans et l'a condamnée à une amende de plus de 14 mille dollars pour une prétendue violence politique de genre contre la ministre des Affaires étrangères, Gabriela Sommerfeld.

Selon la vice-présidente, l'arrêt de cette cour est un écran de fumée, car elle cherche à détourner l'attention du public des affaires pertinentes telles que les allégations d'irrégularités dans l'achat de gilets et de casques pour les forces armées ou les accusations de commercialisation illégale de carburant dans Petronoboa, une entreprise appartenant au frère du président.

Elle a également mentionné le processus de concession du champ pétrolifère de Sacha, le plus productif du pays, et l'affaire des quatre enfants de Guayaquil assassinés à la fin de l'année 2024, par des militaires.

Nous devons exiger des réponses à ces affaires dans lesquelles oui, il y a des preuves, a insisté Veronica Abad dans ses déclarations à la presse.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/377722-equateur-veronica-abad-demanda-a-lassemblee-nationale-de-surveiller-les-droits-violes>



Radio Habana Cuba